

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 70 Novembre 2009

Après le libéralisme, quoi ?

« **Le 9 novembre 1989** [chute du Mur de Berlin] **annonçait la conviction** que la démocratie avait triomphé, que le but était atteint, **que la communauté globale et libérale était au coin de la rue** (...). Le libéralisme se voulait une anti-utopie, le néolibéralisme tournait le dos aux idéologies responsables de l'horreur totalitaire du XX^{ème} siècle. Mais on comprend aujourd'hui que la période utopique par excellence aura été les années 1990, dans leur croyance que l'humanité avait enfin trouvé la formule socio-économique optimale. **Or l'expérience des dernières décennies montre clairement que le marché n'est pas un mécanisme inoffensif** qui agit au mieux quand on le laisse faire. Pour créer les conditions de son fonctionnement, une grande violence préalable est requise. Face aux ravages qu'ils ont eux-mêmes provoqués, les fondamentalistes du marché retrouvent les réflexes typiques de la mentalité totalitaire : ils imputent leur échec aux compromis passés par ceux qui ont traduit leur vision en politique (trop d'interventions étatiques, etc.), et exigent une application plus radicale encore de la doctrine du marché.

« L'immense majorité des dissidents de l'Est ne manifestaient pas pour le capitalisme. Ils voulaient plus de solidarité et un semblant de justice, ils voulaient être libres de mener leur vie sans être sans cesse contrôlés par l'Etat, libres de se réunir et de parler ouvertement, ils voulaient une vie honnête et décente, débarrassée du bourrage de crâne, de l'hypocrisie et du cynisme. » **L'utopie d'une société juste reste d'une brûlante actualité.** [1]

« **L'après-libéralisme est sûrement déjà en marche.** Mais il reste obscurci par les remous de la crise, ce moment, comme disait le philosophe italien Antonio Gramsci, "*quand le vieux meurt et que le neuf hésite à naître*" ». [2]

Dans son numéro d'octobre 2009, la revue *L'économie politique* analyse l'actuelle crise du libéralisme, en recourant à l'histoire des idées.

« A la fin du XIX^{ème} siècle, les excès du capitalisme sauvage ont remis en cause les idées économiques libérales. Certains penseurs ont alors voulu inventer un « nouveau libéralisme », plus social, plus démocratique, moins confiant dans les vertus du marché. Keynes a été l'un de ceux-là, se revendiquant du « socialisme libéral », mais il est loin d'avoir été le seul. D'autres n'ont eu de cesse de réinventer le vieux libéralisme inégalitaire et de mettre l'Etat au service des marchés. Hayek a été à la pointe de ce combat, qu'il a fini par gagner. Qu'en sera-t-il du libéralisme contemporain ? » [2].

« Voilà en effet plus de trente ans que l'élite mondiale professait un libre-échange sans concession, pour le bien réputé du plus grand nombre. **Voilà plus de trente ans que l'économie de marché sans limite était célébrée sur tous les continents**, et qu'on lui attribuait l'extraordinaire emballement de la croissance économique des années folles qui ont vu le produit intérieur brut (PIB) américain progresser de plus de moitié entre 1994 et 2006 et celui de la Chine multiplié par plus de six entre 1989 et 2008. C'est au nom de cette efficacité que nous avons organisé le retrait de la puissance publique dans la plupart des pays du monde. Qu'on a toléré, sinon encouragé, les salaires mirobolants pour les patrons des grandes entreprises, ces héros de la mondialisation dont les oracles étaient plus écoutés que ceux des responsables politiques et des grands intellectuels. Qu'on a déréglé les secteurs de l'énergie, des télécommunications, des transports, en exaltant les vertus de la concurrence au nom d'un principe simple et universellement ressassé : le marché, c'est mieux, et ça marche tout seul.

« **La crise financière change tout** (...). C'est l'ensemble des élites mondiales qui a brutalement basculé dans un nouvel univers idéologique, à mesure que la crise financière a révélé une vérité oubliée : les marchés, lorsqu'ils sont laissés à eux-mêmes, créent inmanquablement des désordres auxquels ils sont incapables de remédier seuls. (...) Si tout le corpus des observations, analyses et pronostics faits sur plusieurs décennies se trouve d'un jour à l'autre dévalué par la force des événements, **comment penser désormais l'économie autrement que comme une charlatanerie ?**

« [Certes], en apparence, rien ne bouge : les mêmes sont toujours là, dispensant leurs augures et leurs conseils sur la marche du monde. (...) Ça et là, [les banquiers] tentent de retourner dans le monde d'avant, comme aux Etats-Unis, où certains ont remboursé les aides de l'Etat fédéral pour pouvoir se verser à nouveau des salaires déments échappant à tout contrôle. Mais la tendance est à l'œuvre. Elle ne sera infléchie que de façon momentanée (...). Un autre cycle va naître.

« **Dans les mois ou les années qui viennent, cette pulsion –faut-il l'appeler antilibérale, ou collectiviste ?- va s'amplifier**, sous l'effet du contraste dévastateur entre un monde financier reparti dans l'espoir improbable d'une reprise et une économie réelle qui subira encore pendant de longs mois les destructions massives d'emplois. Ce « découplage » entre une finance qui aura retrouvé son arrogance et une réalité encore ombrée par la crise contraindra les gouvernements à réguler davantage, pour répondre à la demande des peuples. Et ils le feront indépendamment de leur couleur politique et de leurs orientations idéologiques, comme ils avaient libéralisé naguère, qu'ils fussent de droite ou de gauche (...) Les dirigeants n'entreprennent jamais que ce qu'on leur demande de faire, quelles que soient leurs options politiques. » [3].

Sources : [1] Slavo Žižek, philosophe, ancien candidat du parti Démocratie libérale slovène en 1991 à la première élection présidentielle libre qui a précédé l'indépendance de son pays en 1991, *Le Monde*, 8-9 novembre ; [2] Christian Chavagneux, rédacteur en chef de *L'économie politique* et [3] François Lenglet, rédacteur en chef à *La Tribune*, dans la revue *L'économie politique* d'octobre 2009.

Bonnes nouvelles

Fin du nucléaire. En 2008, pour la première fois depuis 1966 (mise en route du 1^{er} réacteur nucléaire destiné à la production d'électricité), aucun réacteur nucléaire n'a été mis en route. Si, officiellement, une quarantaine sont toujours en construction, plus de la moitié des chantiers sont à l'arrêt depuis de nombreuses années. Et on nous parle de « relance » ! Une vaste manipulation médiatique (*Silence, octobre, qui ajoute qu'aux Etats-Unis, le 27 juin, Obama a fait adopter son projet de loi pour la lutte contre le réchauffement climatique. Le texte confirme l'engagement du président à ne pas accorder de finances publiques au nucléaire. Les aides publiques iront aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables. Mais à l'inverse, l'Allemagne se prépare à prolonger la vie de ses centrales, et la Grande Bretagne annonce la création de nouvelles centrales...*).

Baisse de la consommation de pétrole. Les projections font état d'une baisse attendue entre 2,5 % et 2,7 % de la consommation en 2009, principalement du fait du moindre usage des automobiles. Bonne nouvelle, mais il en faudra plus pour éviter une dégradation insupportable du climat. Alors que la demande a baissé, le prix du pétrole, lui, est remonté, ce qui semble signifier qu'il y a difficulté à poursuivre le niveau de production actuel et donc que **nous avons sans doute passé le pic de production** (*Silence, novembre*). [*C'est aussi ce que dit, selon Le Monde du 11 novembre « une source non identifiée » au sein de l'agence internationale de l'énergie. Les Etats-Unis ont fait pression sur l'AIE pour que celle-ci annonce des prévisions « optimistes » sur la future production de pétrole : 105 millions de barils par jour en 2030. En 2007, elle parlait encore de 116 millions. Selon un haut responsable de l'AIE, cité par The Guardian, « beaucoup, au sein de l'organisation, jugent que parvenir à un niveau de 90 ou 95 millions serait impossible ». Cette information n'est pas divulguée car « on craint des mouvements de panique sur les marchés financiers si les chiffres sont baissés ».*]

[*Sur la question du prix du pétrole, CMM doit faire amende honorable. En mai 2008, alors que le prix du baril s'élevait à 130 \$, Philippe Chalmin prévoyait une fourchette de prix pour 2008 entre 60 et 120 \$, et, sceptique, CMM (juin 2008) lui avait donné « rendez-vous dans un an ». Les prix ont évolué comme suit : 17 juin, 139 \$; 18 septembre, au-dessous de 100\$; 15 octobre : 78,85 \$; 21 novembre : 50 \$; 5 novembre : 40 \$; mai 2009 : 60 \$; 11 juin : 72 \$; 6 novembre 2009 : 81\$].*

Modes de vie. « Les consommateurs français sont à la recherche d'un nouveau modèle et sont en train d'essayer plusieurs : frugalité, prime au qualitatif, achats responsables, recherche du moins cher, "déconsommation" », énumère le sociologue Gérard Mermet dans sa toute nouvelle *Franco-scopie* (Larousse, 544 p, 32 €) (*cité dans Le Monde Magazine du 24 octobre*).

L'équipe Obama va réduire les revenus des dirigeants des sociétés aidées. Dans la seule journée du jeudi 22 octobre, le « tsar des rémunérations » mis en place par Barack Obama a décidé que les sept entreprises les plus aidées par l'Etat (deux constructeurs automobiles et cinq banques) devraient réduire de 50 % en moyenne (parfois 90 %) les rémunérations totales de leurs dirigeants (*Le Monde, 24 octobre*). [*Mais par ailleurs, les folies reprennent : près de 26 milliards de dollars de bonus prévus fin 2009 pour les traders de Wall Street, soit une hausse de 40 % par rapport à 2008 ! Près de 10 milliards de dollars à Londres (+ 50 %) !]*

... et elle enregistre une première victoire avec l'adoption du plan santé à la Chambre. Ce plan doit doter les Etats-Unis d'une assurance - maladie universelle, et permettra à 96 % des Américains d'accéder aux soins, contre 84 % actuellement. Reste à franchir l'obstacle du Sénat. (*Le Monde, 10 novembre*).

Diarrhées

Les diarrhées tuent chaque année en Afrique et en Asie 1,1 million de personnes âgées de plus de cinq ans, soit, selon l'OMS, au moins trois fois plus que ce que l'on croyait jusqu'ici. Les enfants de moins de cinq ans en sont aussi les victimes (1,5 millions de morts par an). (*Le Monde, 1-2 novembre*).

« Le réchauffement climatique crée de nouvelles sources de conflits »

« Il est évident que le nombre de « réfugiés climatiques » augmentera dans les années qui viennent. Comment les Etats développés les accueilleront-ils ? De la même manière, je crains, qu'ils reçoivent déjà ceux qui fuient la faim et la pauvreté. En Europe, la volonté actuelle des gouvernements est d'abord de rendre de plus en plus difficile le voyage des demandeurs d'asile. Résultat : les tentatives de traversée sont de plus en plus dangereuses et mortelles.

L'observation des événements sociaux montre que ce qui était moralement inacceptable quelques années ou quelques décennies auparavant est admis lorsque la situation évolue. **L'histoire du national-socialisme en Allemagne en témoigne : en très peu de temps, des gens ordinaires ont changé d'idée sur la manière dont les autres devaient être traités.** Ce qui a été possible à l'encontre des juifs en 1941 n'aurait pas été accepté en 1933.

L'injustice des dérèglements climatiques pèse non seulement sur les pays en développement, mais aussi sur les **jeunes** générations. Celles-ci subissent aujourd'hui une grande pression sociale. Elles savent que le futur ne les récompensera pas à la hauteur de leurs efforts, que ce soit en termes d'emplois ou de revenus. Nous sommes en train de consommer leur avenir financier et environnemental. D'où leur mobilisation parfois violente, et leur volonté d'agir afin de changer les règles. »

« [En ce qui concerne le changement climatique], l'information fait sens lorsqu'on peut le replacer dans un contexte d'**action**. En Allemagne, depuis quelque temps, une école de Fribourg gère au plus près son énergie pour générer « zéro émission ». Cette première réalisation pousse maintenant les professeurs et enfants à aller plus loin. Les élèves se tournent désormais vers leurs parents en disant : « pourquoi avons-nous cet énorme réfrigérateur ? », et refusent d'être amenés à l'école dans une grosse voiture. L'action a un effet contagieux. Dès que l'on fait l'expérience concrète du changement, des dynamiques s'enclenchent. » (*Harald Welzer, chercheur allemand, Le Monde, 31 octobre*).

[*Au chapitre des actions, on peut aussi saluer l'action exemplaire du conseil général du Gers, qui a mis en place un dispositif d'aide et d'accompagnement aux travaux de maîtrise de l'énergie pour les familles en difficulté : diagnostics thermiques, conseils en travaux, plans de financement. Le Monde, 12 novembre*].

Agriculture

Un documentaire poignant: « la Terre aux abois » (Molly Dineen) diffusé par Arte le 7 novembre.

L'action se passe en Cornouailles, mais pourrait se passer ailleurs en Europe. On y voit des éleveurs désolés, contraints de faire abattre des veaux parfaitement sains, qui finissent comme nourriture pour des chiens de meute. Simplement parce qu'ils n'ont pas de valeur marchande. Acculés par la grande distribution, les éleveurs doivent produire à une échelle industrielle une marchandise standardisée et bon marché. Les petites exploitations meurent, les paysans se transforment en gardiens du paysage rémunérés par l'Etat pour tailler les haies et protéger les blaireaux (« transformer la campagne en terrain de jeux pour les citoyens », comme dit l'un d'eux). Et la viande d'importation remplit l'assiette de citoyens soucieux de la sauvegarde de la faune sauvage mais indifférents au sort du bétail menacé de disparition. (Isabelle Poitte, *Télérama*). [Le Parlement discute longuement de la façon dont on doit abattre les renards, pour éviter de les faire souffrir ; mais préfère ignorer qu'on passe au broyeur (!) les poussins mâles... Nous sommes complètement déconnectés de la nature, et cela a quelque chose d'effrayant.]

Biodiversité : menaces sur plus d'un tiers des espèces. Selon l'union internationale pour la conservation de la nature, 17 291 espèces animales et végétales, sur les 46 677 espèces répertoriées, sont menacées d'extinction : 21 % des mammifères, 30 % des amphibiens et 12 % des oiseaux connus. (*Le Monde*, 6 novembre).

France

Droite et Ecologie : est-ce compatible ? Il y a quelques semaines seulement, Nicolas Sarkozy, présentant le rapport de la commission Stiglitz, expliquait à ses auditeurs que le bien-être de l'humanité était désormais largement déconnecté de la croissance du produit intérieur brut (PIB), que le marché n'était pas un outil de régulation optimal en toutes circonstances, etc. Mais voilà, la politique a ses raisons que la raison présidentielle doit aussi entendre. Aussi, Nicolas Sarkozy a-t-il confié à Chantal Jouanno, la secrétaire d'Etat à l'écologie, la rédaction d'un rapport définissant la **spécificité de l'écologie de droite**. Autour de quelles idées fortes la construire ? L'écologie de droite ne doit pas être hostile à la croissance, elle doit compter prioritairement sur la technique pour résoudre les problèmes de l'humanité et laisser à chacun, au nom de la liberté, la possibilité de polluer autant qu'il le souhaite, moyennant quelques taxes supplémentaires... bref, **une écologie qui ne doit surtout pas faire peur au CAC40 ni remettre en cause, sinon à la marge, les situations acquises et les modes de production et de consommation qui nous conduisent droit dans le mur**. Les masques tombent. (Philippe Frémeaux, *Alternatives économiques*, novembre).

Tête-à-Claques à mi-mandat. La Cour veut accréditer l'idée que lui, au moins, il fait ce qu'il dit...

Pouvoir d'achat. « Il faut redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs » (25 septembre 2008). Taxes, hausse des prix, franchises médicales, hausse du forfait hospitalier, et déremboursement de certains médicaments sont autant de nouvelles entailles dans le pouvoir d'achat de la France d'en bas. 7, 9 millions de personnes sont désormais considérées comme pauvres (avec moins de 900 € par mois). Et le pays compte 3,5 millions de mal-logés. Le chômage a explosé.

SDF. « Je veux que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid » (19 décembre 2006). 3 millions de personnes sont en situation de mal-logement ou sans logement en France. A ce jour, 93,5 % des prioritaires parisiens du « droit au logement opposable » (loi du 5 mars 2008) n'ont reçu aucune proposition de logement. Les expulsions ordonnées par les préfetures continuent de plus belle.

Banques. « Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation » (25 septembre 2008). Les crédits accordés aux ménages et aux entreprises ont enregistré une baisse d'une ampleur historique au premier semestre 2009. En revanche, les multinationales du CAC40 ont reversé cette année 37,5 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires (plus de 60 % des bénéfices), des milliards que les entreprises auraient pu investir directement dans le « développement économique » et l'emploi.

Ecologie. « Ce sera aux projets non écologiques de prouver qu'il n'était pas possible de faire autrement ». Tous les projets autoroutiers engagés avant le Grenelle ont été maintenus. Le gouvernement, jusqu'à présent, maintient son intérêt dans le projet absurde d'aéroport de Notre-Dame des Landes, près de Nantes. La réforme du fret ferroviaire vise la suppression d'un million de « wagons isolés » : de quoi provoquer un afflux de camions supplémentaires sur les routes...

Afrique. « Il faut se débarrasser des réseaux d'un autre temps » (20 mai 2006). Cette politique n'aura pas tenu un an. Le ministre transfuge de la gauche qui y avait cru aura été amené promptement à changer de département ministériel...

(dossier de *Politis*, 22 octobre, qui évoque en outre les déclarations mensongères de Tête-à-Claques sur la baisse de TVA pour les restaurateurs -« des contreparties à la baisse devront être apportées », la nomination du président de France Télévisions -« nommé avec l'accord de l'opposition », le projet du Grand Paris -« l'Etat n'impose pas d'en haut un projet », le traitement des déchets -« priorité au recyclage », le conflit Géorgie-Russie -« la Russie doit se retirer ... », l'Afghanistan -« je continuerai de rapatrier nos forces spéciales », la culture -« faire de l'éducation artistique une priorité »...).

Mais pour être juste, **une promesse a été tenue : le « bouclier fiscal »**, pour permettre aux très très riches, seuls concernés, de l'être plus encore. « Je n'ai pas été élu pour augmenter les impôts », dit souvent Tête-à-Claques. Faux ! Il a inventé, confirmé, augmenté, une impressionnante liste de 19 taxes différentes. Des taxes injustes s'appliquant indirectement à tout le monde, sans progressivité, sans justice. **Ce que Sarkozy ne veut pas augmenter, ce sont les impôts justes.** (*Démocratie & Socialisme*, octobre).

Hauts de Seine

Prince Jean et l'EPAD. La Cour n'a pas tari d'éloges sur le surdoué qui dirige le groupe UMP du conseil général, et qui était promis à la présidence de l'EPAD. [Surdoué, n'exagérons rien, observe, sarcastique, Michel Abescat dans *Télérama* : 23ans en deuxième années de droit, ce n'est tout de même pas si jeune !]

Créé par le général de Gaulle, l'EPAD a mené depuis 1958, pour le compte de l'Etat, la plus grande opération d'urbanisme du siècle. Au prix de quelque 6000 expropriations sur Nanterre, Puteaux et Courbevoie, l'établissement a engendré la Défense, ses 3,2 millions de m² de bureaux et ses 71 tours, en le hissant au premier rang des quartiers d'affaires en Europe.

Mais cette entreprise s'est déroulée dans la plus grande opacité.

Le budget de l'établissement -150 millions d'euros aujourd'hui- a toujours été alimenté par des recettes issues de la commercialisation des terrains et des droits à construire versés par les promoteurs. Pendant près de 50 ans, elles ont servi, en totale infraction avec les règles de la comptabilité publique, à financer les travaux d'aménagement et d'entretien du site de la Défense. Aménageur, vendeur et gestionnaire : tandis que l'EPAD était aux prises avec ses trois métiers, l'Etat s'est déchargé d'une partie du financement des grands travaux de voirie et d'infrastructures qui lui incombait sur le site. Pendant ce temps, les communes de Courbevoie et de Puteaux empochaient la manne de la taxe professionnelle sans participer ou presque aux dépenses inhérentes au développement du quartier d'affaires.

Parvenu à la tête du département des Hauts-de-Seine, en 2004, Nicolas Sarkozy a vite compris le risque politique qu'il y avait à laisser perdurer un tel mode de fonctionnement. Il prend la tête de l'EPAD en 2005, et décide que le conseil général des Hauts de seine participera désormais au financement de l'établissement. Puteaux et Courbevoie doivent suivre. Depuis le 1^{er} janvier 2009, l'entretien du patrimoine de la Défense est confié à une nouvelle structure, l'EPGD, et financé par les trois collectivités locales. La Cour des Comptes a salué les « efforts » de clarification des comptes.

Nicolas Sarkozy est convaincu que le sauvetage de la Défense dépendra des efforts engagés pour favoriser les transports en commun. La réalisation du projet du Grand Paris qu'il porte malgré les réticences des élus est essentiellement axée sur cet objectif. En plaçant son fils à la tête de l'EPAD, il cherche à garder la haute main sur une maison qu'il n'a pas fini de remettre à flot. (d'après Béatrice Jérôme, *Le Monde*, 23 octobre).

Montrouge

Les bacheliers montrougiens ayant obtenu une mention Bien ou une mention Très Bien se sont vus remettre une médaille de la Ville, accompagnée d'une gratification de 770 €. (*Montrouge Magazine*, novembre-décembre 2009). [Tant mieux pour eux. Mais ne peut-on se demander si le succès au baccalauréat, qui plus est avec mention, n'est pas déjà en soi une belle récompense, ouvrant la perspective de poursuivre de brillantes études ; et s'il ne vaudrait pas mieux confier aux établissements scolaires de Montrouge le soin d'identifier les élèves qui ont le plus de mérite, en raison de leurs progrès ou de leurs efforts ? Qu'en pensez-vous, amis lecteurs ? JPA]

On voit actuellement s'ériger des bâtiments, place Emile Creps, devant l'ancien bâtiment administratif et futur théâtre, et devant la Mairie, qui précisément **obstrue la perspective** allant de la Mairie jusqu'à la rue du 11 novembre. Quelle malencontreuse idée ! [*Montrougiens, quel est votre avis ?*]

Un SEL (Système d'échange local) est en cours de création à Montrouge.

Pour échanger SANS ARGENT... Je te donne un cours d'informatique, tu me prépares un bon repas ; je répare ta bicyclette, tu repeins ma cuisine... Dans un SEL, l'échange se fait entre plusieurs personnes et peut être différé dans le temps : chacun apporte ses richesses et peut bénéficier de celles des autres. Pour assurer l'équité du système, le temps est comptabilisé. Une heure donnée pour un service sera compensée par une heure d'un autre service ou par un objet équivalent.

Il existe déjà plus de 350 SEL, qui regroupent environ 30 000 personnes.

Les personnes intéressées peuvent contacter Françoise (francoise.leclerc@univ-paris-diderot.fr)

ATTAC 92 a le plaisir de vous inviter à une réunion-débat publique, gratuite et conviviale, **le jeudi 3 décembre, à 20h30**, à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge (salle de réunion 15), sur le thème : « **Les citoyens face aux nanotechnologies** ». Avec **Bernard Kervella** (membre du Conseil scientifique d'Attac).

Le problème posé actuellement par les nanomatériaux est identique à celui des OGM : les intérêts à court terme des industriels passent avant la protection des citoyens et de l'environnement. Et donc, on commercialise avant d'avoir fait les études de sécurité indispensables. La responsabilité des politiques est sur ce point considérable, dans la mesure où les actuels règlements et lois sont totalement inadaptés aux particularités des nanomatériaux (ainsi, ces derniers échappent au règlement européen REACH, du fait de leur faible tonnage). Mais, pour faire bouger les politiques, la pression citoyenne est indispensable, là encore le rapprochement avec les OGM s'impose. Les problèmes posés par les nanotechnologies sont trop graves pour laisser aux seuls industriels le soin de les résoudre.

Courrier des lecteurs :

DC : Salut Jean-Paul, et merci pour cette livraison. Une petite erreur : M. Edelman, un homme pour lequel on ne peut que nourrir le plus grand respect (à ce sujet, sais-tu qu'il a toujours refusé de quitter la Pologne, s'est battu contre les campagnes antisémites qui l'ont ravagée, notamment en 1968, et est resté antisioniste jusqu'à sa mort ?) ne se prénomait pas Mark, mais Marek.

JPD : Bonjour, une lecture indispensable!! Je viens de terminer "**Histoire d'un Allemand**" La présentation qui est faite de ce livre ci-dessous n'indique pas suffisamment ce que sa lecture implique de prise de conscience.

A lire, surtout pour apprendre comment nous pouvons être entraînés vers l'acceptation de l'ordre défini par quelques uns seulement et par mon impuissance partagée à résister!

Je pense que nous sommes dans cette période d'"entre deux" où le pire n'est pas encore sûr mais peut être envisagé, imaginé...

Histoire d'un Allemand, Souvenirs 1914-1933 Sebastian Haffner Récit (poche). Paru en 09/2004 Expédié sous 4 à 8 jours

Né en 1907, Sebastian Haffner fut un grand journaliste de sujets historiques. Auteur de plusieurs livres sur l'histoire du XXe siècle, il demeure une figure importante dans l'Allemagne d'après-guerre, une sorte de symbole de la "bonne conscience" pour les Allemands, puisqu'il avait quitté le pays dès 1938. Il est mort en 1999. Le manuscrit d'Histoire d'un Allemand a été découvert après la mort de l'auteur. Rédigé en 1939, il était destiné à un public anglais et devait rendre compte des raisons profondes de l'avènement du nazisme. L'auteur l'avait d'ailleurs traduit lui-même en anglais tout au début de son exil en Angleterre (en 1939-1940). Le texte n'a pourtant pas été publié de son vivant. Sebastian Haffner avait probablement peur qu'il ne fût trop "personnel". Il y raconte son enthousiasme de petit garçon quand la Première Guerre mondiale éclate, sa déception quand elle est perdue, l'atmosphère cosmopolite et désinvolte dans le Berlin des années 1920, ses rencontres, sa vie amoureuse, ses premières expériences professionnelles (il a été d'abord juriste), etc. Une presse dithyrambique l'a souligné lors de sa parution en Allemagne : à trente-deux ans, Sebastian Haffner est déjà un grand écrivain historique. Il sait évoquer par quelques traits l'atmosphère, la pensée ambiante d'une période riche en événements, les conséquences à court et long terme d'un changement politique ou l'évolution d'une idéologie. D'une clarté et d'une autorité exemplaires, Histoire d'un Allemand rend palpables, donc compréhensibles, les prémices du nazisme. Il s'agit dès lors d'un de ces ouvrages dont la lecture, en plus de l'intérêt littéraire qui la justifie, est indispensable à la connaissance de notre temps.

MF : Bonjour, Merci d'abonner à la réception de cette si intéressante lettre un de nos amis militant, notamment en fac, XXX ainsi que: YYY.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.